



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

MOTION DE LA CEF

La CEF de la FNEC-FP FO condamne la répression, les violences policières et les arrestations des enseignants qui se sont déroulées à Toulouse les 21 et 23 mai

Mardi 21 mai à l'appel de l'intersyndicale et de l'AG des grévistes, 500 enseignants manifestaient à Toulouse pour le retrait des réformes Blanquer. Alors que le cortège était en train de se dissoudre, les forces de l'ordre ont délibérément arrêté un responsable syndical en exigeant qu'il leur remette le mégaphone de son organisation. Sans aucun motif le justifiant, la police a alors fait usage de gaz lacrymogènes, de coup de matraques et interpellé un deuxième collègue.

Face à cette inacceptable répression, une centaine de manifestant se sont immédiatement rassemblés devant le commissariat jusqu'à la libération en début de soirée et sans poursuite des deux collègues.

Jeudi 23 mai, une centaine d'enseignants en grève se sont rassemblés devant la Préfecture. Sans sommation aucune, ils ont été immédiatement chargés. La police a balancé massivement des bombes lacrymogènes et matraqué les manifestants. Nombreux ont été blessés. Une dizaine de collègues ainsi que deux étudiants ont été embarqués au commissariat.

Un rassemblement de soutien de plus de 200 collègues s'est formé. Après 3 heures de détention et une mise en garde à vue, les 11 collègues ont été libérés aux alentours de 18 heures sans aucune poursuite.

La CEF de la FNEC-FP FO dénonce avec la plus grande fermeté la décision des pouvoirs publics de recourir à la violence et aux arrestations contre les manifestants.

Elle apporte son soutien aux enseignants qui subissent cette répression.

Elle exige le respect des droits démocratiques, le droit de faire valoir les revendications y compris par la grève et la manifestation.

Elle soutient les initiatives de l'intersyndicale de Haute-Garonne pour le respect de ces droits et la satisfaction des revendications.

La CEF appelle tous ses syndicats à poursuivre et amplifier les prises de position pour condamner cette escalade répressive.